

Afrique du Sud - Cyril Ramaphosa, politiques néolibérales, BRICS et géopolitique

jeudi 15 mars 2018, par [BOND Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 27 février 2018).

Le coup d'Etat « soft » du 14 février 2018 au cours duquel Cyril Ramaphosa a éjecté de la présidence Jacob Zuma, après environ neuf ans au pouvoir et une lutte humiliante afin d'éviter de démissionner, a des implications locales et géopolitiques contradictoires. L'applaudissement général de la société à voir Zuma s'en aller résonne avec force. Toutefois, sa démission soulève immédiatement des préoccupations quant aux tendances néolibérales, favorables aux grandes entreprises, du nouveau président ainsi que de son passé de corruption financière et son engagement dans une guerre de classe contre les travailleurs.

Sommaire

- [Le massacre de Marikana](#)
- [La fin des Zuptanomics](#)
- [Atul Gupta et Jacob Zuma](#)
- [Les réformes des BRICS ?](#)
- [Turbulences géopolitiques](#)
- [Le poison des BRICS](#)
- [Des paroles de gauche, un](#)
- [« Un véritable assaut néolibér](#)

L'épisode du massacre [des mineurs] de Marikana de 2012 n'est toujours pas refermé, en dépit de son discours devant le Parlement, le 20 février, au cours duquel il a demandé pardon. Les nouvelles lois que Ramaphosa soutient auront pour effet de limiter le droit de grève au moment même où le nouveau budget subit des coupes et que des hausses d'impôt frappent les plus pauvres.

Le massacre de Marikana

Sur le plan international, l'émergence de l'alliance entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud en 2010 (lorsque Beijing invita Pretoria à bord) constituait, du moins en était-il convaincu, le principal legs de Zuma : les BRICS offraient un potentiel énorme pour défier l'hégémonie abusive de l'Occident. La réalité, toutefois, s'est révélée décevante, en particulier au sein du pays le plus inégal et agité des cinq, l'Afrique du Sud, où la direction formée à Moscou parlait « gauche » de manière experte... tout en marchant à droite.

Après l'ère Zuma, une austérité budgétaire plus extrême, doublée du retour à une accumulation centrée sur les minerais, sous Ramaphosa, ne fera qu'amplifier la misère localement - tout en laissant, probablement, l'engagement de l'Afrique du Sud envers le projet des BRICS dans le marais. La première indication est apparue le 21 février lorsque le ministre des Finances dont a hérité

Ramaphosa, Malusi Gigaba [ministre sous Zuma de mai 2014 à mars 2017 ; et ministre des Finances du 31 mars au 27 février 2018], entaché par la corruption, a imposé l'austérité et a libéralisé le contrôle des changes.

La fin des Zuptanomics

La chute de Zuma est le résultat d'un changement d'équilibre [dans la balance « du pouvoir »] au cours des dernières semaines. Il trouve son origine, d'un côté, dans les changements du soutien clientélaire au sein de la direction de l'African National Congress (ANC), principalement en conséquence d'une corruption à large échelle financée grâce à une hausse rapide de la dette publique (passant de 28% à 55% du PIB depuis 2009) ; de l'autre, dans les perspectives menaçantes pour l'ANC en vue des élections de 2019. Cela est dû, sous la forme souvent grotesque par laquelle Zuma a fusionné l'éthique personnelle, un traditionalisme ethnique fondé sur le patriarcat [au sens de « patriarche », ce qui n'exclut évidemment pas la dimension que possède l'autre signification du terme ; Zuma s'identifie à l'« ethnie zouloue »] et une accumulation de capitaux par le biais de gangs criminels.

Il y a deux mois, la direction de l'ANC a élu de justesse Ramaphosa - contre Nkozasana Dlamini-Zuma, qui occupait récemment, entre 2012 et 2017, le poste de présidente de la Commission de l'Union africaine et était vue comme loyale envers son ancien mari - dans l'espoir qu'il puisse restaurer le prestige du parti, gagné à l'époque où l'ANC, entre 1912 et 1994, était un mouvement de libération, puis sous la présidence de Nelson Mandela (1994-1999). Ramaphosa est pourtant coupable d'évasion fiscale significative en faveur des firmes qu'il dirigeait, l'entreprise minière de la platine Lonmin ainsi que la plus grande firme de téléphonie mobile du continent (MTN). L'usine à gaz controversée Shanduka [un holding d'investissement actif dans les ressources naturelles, les télécommunications, l'alimentaire, etc. fondé par « l'ancien syndicaliste » Ramaphosa] ainsi que les franchises locales de McDonald's et de Coca-Cola sont d'autres dimensions contribuant à ses richesses. Il a retiré ses investissements à partir de 2016 lorsque ses richesses estimées à 550 millions de dollars ont été placées auprès d'un organisme indépendant de gestion d'actifs (blind trust).

Ramaphosa a désormais devant lui une « fenêtre d'opportunité » de 15 mois pour effacer la mémoire électorale viscérale des « combinaisons » dites « Zupta » qui - en parallèle à l'alignement de Ramaphosa avec le « monopoly du capital blanc » [expression, controversée, qui sert à désigner la puissance économique des « élites blanches » ainsi que les collusions, au travers de la corruption, entre les diverses élites et l'Etat] - ont influencé de manière si malsaine l'Etat sud-africain tout au long de la dernière décennie, au moins.

Le surnom « Zupta » combine deux composantes : les membres de la famille et les clients de Zuma, qui agissaient sous la direction de trois frères riches, souvent de mauvais goût, les Gupta, des immigrants Indiens. La stratégie de « capture de l'Etat » par ces derniers a été engagée au début de la décennie 2000, mais n'a attiré l'attention des citoyens qu'à la suite d'un luxueux mariage au sein de la famille Gupta, en 2013, au cours duquel les règles de l'immigration et de la sécurité à l'aéroport ont été violées de manière notoire en faveur des invités Indiens. En outre, afin de payer la facture de 2,5 millions de dollars, les Gupta et leurs alliés - comprenant apparemment le nouveau secrétaire de l'ANC, Ace Magashule - ont pillé un fonds de soutien agricole destiné à des paysans noirs de la province Free State [capitale Bloemfontain], dont le dirigeant officiel est encore Magashule.

Atul Gupta et Jacob Zuma

Lors du scrutin au sein de l'ANC, en décembre dernier, Magashule a battu de peu le colistier de Ramaphosa pour le poste de secrétaire général. Son destin repose toutefois sur l'étendue des poursuites contre les Gupta et dans quelle mesure apparaîtront des témoignages concernant son implication dans le pillage des coffres provinciaux pour leurs affaires. Si les Gupta évitent une arrestation en Afrique du Sud et ne fournissent donc pas un témoignage accablant sur Magashule, il est possible qu'il conserve son emploi dans les mois, voire les années, à venir, à l'instar de Zuma, malgré les doutes répandus au sujet de sa probité.

Près de 1,25 milliard de dollars par année ont été perdus en faveur du pillage Zupta, selon ce que reconnaît l'ancien ministre des finances, Pravin Gordhan, en particulier par le biais des grandes compagnies para-étatiques de l'énergie et des transports. Il s'agit, certes, d'une petite fraction des 22 milliards perdus chaque année dans la surfacturation des contrats publics, opérée par l'élite des affaires la plus corrompue au monde, selon les termes de la société d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC). Au cœur des combines (circuits) de Johannesburg, du Cap, de Stellenbosch et de Durban du White Monopoly Capital, PwC rapporte que « huit cadres supérieurs sur dix commettent des crimes économiques », en particulier par le biais de la fraude lors de passation de contrats publics, par le blanchiment d'argent, le détournement d'actifs ainsi que les pots-de-vin.

Après avoir été élu à la tête de l'ANC en décembre dernier, lorsque Ramaphosa a battu l'ancienne présidente de l'Union africaine Nkosazana Dlamini-Zuma (une ancienne épouse de Jacob), le nouveau dirigeant a gracieusement remercié son prédécesseur. Seuls deux legs ont été mentionnés : la mise en avant du Plan nation de développement (NDP) [un programme qui prétend, à l'horizon 2030, lutter contre les inégalités et la suppression des inégalités] ainsi que la fourniture de médicaments gratuits contre le sida à quatre millions de Sud-Africains.

Cette dernière réussite a en effet élevé de 10 ans l'espérance de vie par rapport aux 52 ans au début des années 2000 [52 ans en 2005 contre 62 en 2015]. La bataille historique de l'organisation Treatment Action Campaign contre les profits de Big Pharmcorp et le négationnisme envers le sida de l'ancien président Thabo Mbeki avait déjà été remportée sans soutien visible de Zuma en 2004. C'est-à-dire bien avant qu'il ne devienne président en 2009 [Mbeki a contesté l'origine virale de la maladie et il est largement considéré comme responsable des retards pris dans l'introduction de traitements antirétroviraux en Afrique du Sud, voir ici et ici].

Ramaphosa mettra fièrement en œuvre le NDP (South Africa's National Development Plan) au cours des prochaines années car il en est le co-auteur. L'engagement principal du plan, dans lequel la question climatique est absente, en termes d'infrastructures consiste en une ligne ferroviaire d'un coût de 75 milliards de dollars, principalement dans le but d'exporter 18 milliards de tonnes de charbon. Il implique 50 projets majeurs dont 14 sont déjà lancés. L'agence ferroviaire, Transnet, dispose d'un crédit chinois de 5 milliards de dollars en vue de financer l'achat de locomotives, suffisamment puissantes pour tirer des trains chargés de charbon, longs de 3 kilomètres, fabriquées en Chine. La corruption « Zupta » est toutefois déjà un problème majeur en ce qui concerne les acquisitions.

Une combinaison malsaine de politiques clientélistes et de néolibéralisme se poursuivra sans aucun doute, étant donné que le 26 février, Ramaphosa a annoncé un nouveau cabinet dans lequel prendront place deux anciens ministres des Finances célébrés par les marchés financiers - Nhlanhla Nene et Pravin Gordhan - ainsi qu'un président adjoint, David Mabuza, à la tête de la province de l'est de Mpumalanga [ancien Transvaal] depuis 2009.

Le prédécesseur de Mabuza à ce poste, Mathews Phosa - qui était aussi un ancien trésorier de l'ANC

-, avait des formules cinglantes sur sa réputation de voleur corrompu : « Il est plongé dans un nuage de scandales et laissez-moi vous dire qu'il le suivra là où il se trouve aujourd'hui... Les gens le craignent. Ils parlent de meurtres dans la province, lorsque l'on parle de ceux-ci, ils sont liés à lui... Je ne pense pas que l'ANC remportera les élections de 2019. »

Le dirigeant de la nouvelle Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (la deuxième plus importante derrière le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud qui soutient l'ANC), Zwelinzima Vavi, était tout aussi critique envers les nouveaux ministres : « La nomination de Ramaphosa n'a rien changé. Il a changé quelques têtes, mais il est toujours enraciné dans une ANC corrompue et favorable au capital à la tête de laquelle se trouvait son prédécesseur. Il est particulièrement incroyable qu'il ait nommé un président adjoint, et donc un président potentiel, qui est impliqué depuis des années dans certains des crimes les plus sérieux [de la région], lorsqu'il était premier ministre de Mpumalanga. Au nombre de ces crimes se trouvent des pots-de-vin présumés pour l'obtention de contrats pour des installations liées à la Coupe du monde [en 2010], des menaces et l'espionnage envers des journalistes ainsi que la constitution d'une liste noire d'opposants politiques, parmi lesquels au moins 15 ont été assassinés, alors que personne n'a été arrêté pour ces meurtres. »

Pour ce qui est des aspects positifs, toutefois, Ramaphosa a démis l'allié étroit de Zuma au sein du cabinet, le ministre de l'énergie David Mahlobo, ce qui a pour résultat que la tentative d'achat par Pretoria de huit réacteurs nucléaires auprès de Rosatom [compagnie russe] pour 100 milliards de dollars est désormais hautement improbable. Cela est principalement dû à l'aggravation de la crise de la dette de Pretoria, ce qui fait qu'il ne reste qu'une réalisation au crédit de Zuma : les réunions annuelles de « networking » avec des dirigeants à Beijing, Brasilia, Delhi et Moscou.

Les réformes des BRICS ?

Le sens commun, tel qu'il est exprimé à la fin de l'année dernière par le chercheur en politique étrangère Oscar van Heerden, veut que Zuma « ait assuré notre ascendance au sein du groupe géostratégique des BRICS, composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine : les économies émergentes du monde. C'est un point important car dans la recherche d'un ordre mondial plus équitable et plus juste, ce groupe fournit un contrepoids aux puissances occidentales dominantes. Les BRICS offrent un meilleur accès aux relations commerciales ainsi que de meilleurs dispositifs mondiaux de sécurité. »

Cette fierté a été également formulée par Zuma, en partie par le biais de son avatar, le politicien et homme d'affaires Gaytom McKenzie, qui a commis un ouvrage « raconte-tout » du type Fire and Fury [allusion à l'ouvrage d'anecdotes, rapidement traduit en de nombreuses langues, de Michael Wolff], Kill Zuma by Any Means Necessary.

Le sens commun aussi bien que les thuriféraires de Zuma doivent être soumis à l'épreuve de la réalité : loin des gestes rhétoriques permanents de Pretoria, les BRICS ont amplifié des processus mondiaux injustes et inéquitables. Alors que trois membres des BRICS ont abrité, entre 2010 et 2018, la Coupe du monde entachée de corruption de la FIFA - ce qui n'est là que la manifestation la plus flagrante, quoique superficielle, de l'entrée dans l'impérialisme (footballistique de Sepp Blatter) - les intentions de « réformes » de la gouvernance mondiale menée par les BRICS sont révélatrices :

- Dans le domaine de la finance mondiale, la restructuration de la direction du FMI entre 2010 et 2015 a cédé une place plus importante aux quatre membres des BRICS largement plus puissants (hausse des droits de vote de 37% pour la Chine, de 23% pour le Brésil, 11% pour l'Inde et 8% pour la Russie), mais la plupart des pays africains disposent aujourd'hui d'un droit de vote bien peu fiable (par exemple le Nigeria en a perdu 41% et même l'Afrique du Sud a perdu 21%). Un droit de vote

des BRIC - donc sans l'Afrique du Sud - plus élevé. Il n'atteint juste pas le 15% nécessaire pour présenter un veto. Fait-il une différence quelconque ? Après tout, les directeurs du bloc ont suivi à trois reprises (en 2011, 2015 et 2016) leurs homologues occidentaux dans le soutien à la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, alors même qu'elle était poursuivie - et jugée en 2016 coupable par négligence - pour une affaire de corruption criminelle de 490 millions de dollars remontant à sa période comme ministre des Finances française. La « pratique libre » (free ride) de Lagarde suggère que les BRICS non seulement partagent son approche néolibérale mais aussi l'apparition d'une corruption politique systémique au sommet de l'ordre financier mondial.

- En outre, le Contingent Reserve Arrangement - un fonds de sauvetage théorique - de 100 milliards de dollars des BRICS renforce le FMI en obligeant les emprunteurs d'obtenir d'abord un prêt du FMI et de passer par un programme d'ajustement structurel avant d'accéder à l'autre 70% de leur quota de contributions dans des périodes d'urgence financière. Et les dirigeants de la New Development Bank des BRICS - qui n'est pas supervisée par la société civile - se vantent d'un cofinancement et d'arrangements concernant le partage de personnel avec la Banque mondiale.

- En ce qui concerne le réchauffement climatique, l'Accord sur le climat de Paris (2015) a laissé les victimes sans une quelconque option de « dette climatique » contre l'Occident et les BRICS, dans la mesure où les prétentions juridiques vis-à-vis de la responsabilité des signataires sont interdites. Les engagements concernant les diminutions d'émission prises à Paris sont trop faibles et, dans tous les cas, non contraignants - ce dont a témoigné le départ de Trump, en juin dernier, sans qu'il provoque de punition officielle. Les émissions militaires, maritimes et des transports aériens ne sont pas couverts [par ces engagements]. Les marchés de carbone - soit la « privatisation de l'air » - ont été avalisés. La catastrophe climatique est ainsi inévitable, principalement pour le bénéfice des industries qui produisent de grandes quantités de carbone dans les pays riches et moyens.

- En ce qui concerne le commerce mondial, le sommet de Nairobi de 2015 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a essentiellement mis un terme aux subsides agricoles et donc à la souveraineté alimentaire grâce aux alliances cruciales conclues entre les représentants de Brasilia et de New Delhi avec les négociateurs de Washington et de Bruxelles. Le leader favorable au capital de l'OMC est le Brésil, ce qui laisse penser que le remplacement des élites du Nord par celles du Sud continuera à porter atteinte au « Sud ».

Les dirigeants des BRICS se sont révélés des alliés vitaux de l'Occident dans chacun de ces moments récents de la mal-gouvernance mondiale. Les accords à court terme bénéficiant à leurs agences para-étatiques et entreprises néolibérales, intensément polluantes, surviennent toutefois à une époque difficile. Les prétendues « améliorations dans les accords commerciaux » que van Heerden relie à l'ère des BRICS sont, en réalité, accompagnées d'un déclin relatif plus important du commerce tel qu'il est mesuré en rapport au PIB.

Bien que l'année 2017 ait représenté des volumes commerciaux plus élevés, entre 2008 et 2016, le ratio commerce mondial/PIB a diminué légèrement, passant de 61 à 58%. Ce sont les BRICS qui figuraient en tête de cette baisse : le ratio commerce/PIB de la Chine a chuté de 53 à 36%, celui de l'Inde de 53 à 40%, celui d'Afrique du Sud de 73 à 60%, celui de la Russie de 53 à 45% et, enfin, celui du Brésil de 28 à 25%. Pour les deux premiers BRICS, la chute provient d'un rééquilibrage par le biais d'une consommation nationale plus élevée plutôt que par une croissance liée aux exportations.

La part déclinante du commerce pour l'Afrique du Sud, la Russie et le Brésil reflète le pic du prix des matières premières juste avant l'effondrement financier mondial cette année, auquel ont succédé les récessions suivantes. Depuis début 2016, une hausse des prix des matières premières a encouragé les pays dépendants de l'économie extractive, tirant même le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud

hors de la récession. Mais le renouveau de la volatilité économique en 2018 - par exemple les milliers de milliards de dollars qui se sont évaporés des marchés financiers pratiquement en une nuit au début de ce mois [de février] - porte la menace du retour d'une vulnérabilité extrême pour les matières premières, tel qu'en portent témoignage les oscillations folles des prix entre 2007 et 2015.

Quant aux prétendus « meilleurs arrangements sécuritaires mondiaux », le monde est ironiquement bien plus dangereux depuis que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, et Afrique du Sud) ont pris leur forme actuelle en 2010 : en Syrie, dans les Etats du Golfe, en Ukraine et en Pologne, dans la péninsule coréenne, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, ainsi qu'au sud de la mer de Chine. Même la frontière indo-chinoise est touchée par des affrontements, lesquels ont été près de faire capoter le sommet annuel des BRICS au milieu de l'année 2017.

Turbulences géopolitiques

Le boycott de Narendra Modi du sommet de la *Belt and Road Initiative* [1], en mai dernier, était dû à l'intrusion du méga-projet de Beijing sur le terrain de ce que New Delhi considère comme ses propres terres du Cachemire, détenues aujourd'hui par le Pakistan. Il s'agit pour Xi Jinping du lopin de terre crucial reliant la Chine occidentale au port de Gwadar [extrême sud-ouest du Pakistan], sur la mer d'Arabie.

En tant que bloc géopolitique, les interventions publiques en matière de sécurité des BRICS se sont déroulées strictement dans le contexte du G20. Tout d'abord, en septembre 2013, les BRICS ont empêché Barack Obama de bombardier la Syrie en faisant pression lors du sommet de ce groupe plus large à Saint-Petersbourg. Ensuite, dix mois plus tard à Amsterdam, les BRICS ont soutenu l'invasion russe (ou « libération ») de la Crimée après que l'Occident a menacé d'expulser Moscou du G20 ; de la même manière que les Etats-Unis et l'Europe avaient jeté Vladimir Poutine hors du G8, aujourd'hui G7. Toutefois, lorsque Donald Trump est venu, en juillet dernier, au sommet du G20 à Hambourg, les dirigeants des BRICS se sont révélés très polis malgré les nombreux appels visant à sanctionner les Etats-Unis en raison de leur retrait des engagements sur le climat à peine un mois plus tôt.

Heureusement, la sécurité militaire et politique de la région d'Afrique australe s'est améliorée par rapport à des époques antérieures. Plus de deux millions de personnes ont été tuées par des régimes blancs et leurs auxiliaires sur les fronts de la lutte contre le colonialisme et l'apartheid au cours des décennies 1970 et 1980, en particulier au Mozambique et en Angola. Un plus grand nombre encore sont morts à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) au début des années 2000, période et région d'extraction extrême des ressources minières. Les deux interventions armées récentes de Pretoria dans la région se sont faites en jonction avec les troupes de maintien de la paix de l'ONU en RDC (de 2013 à aujourd'hui) et pour aider le régime autoritaire aux abois de la République centrafricaine (2006-13).

Ces deux interventions sont vues comme des échecs politico-militaire sous-impérialistes dans la mesure où les violences se poursuivent dans les deux pays. A Bangui, capitale de Centrafrique, plus d'une dizaine de soldats de Pretoria ont été tués en mars 2013 en défendant des entreprises de Johannesburg, qui ont passé des contrats juteux, à peine quelques jours avant la tenue du sommet « Gateway to Africa » des BRICS à Durban, en Afrique du Sud.

Pour ce qui a trait à la sécurité locale, des soulèvements majeurs en protestation contre les injustices ont été réprimés et font l'objet d'une surveillance très étroite dans chacun des pays des BRICS. Le pire moment, en Afrique du Sud, s'est déroulé le 16 août 2012 lorsqu'une trentaine de mineurs ont été massacrés par la police. Cette dernière « agissait ostensiblement » à la demande

explicite (transmise par courriel le jour avant) du principal actionnaire local de la compagnie minière de la platine Lonmin, qui exigeait une « action décisive » contre les « infâmes criminels ». C'est-à-dire les 4000 mineurs engagés dans une grève sauvage contre des salaires de misère et des conditions de vie déplorables. L'actionnaire n'était autre que Cyril Ramaphosa.

Les excuses présentées par Ramaphosa en 2017 à propos de la formulation du courriel ont été rejetées par les familles des victimes comme relevant d'une posture dépourvue d'authenticité. Son engagement contraignant sur le plan légal – alors qu'il était à la tête de l'exécutif du Comité de transformation de Lonmin entre 2010 et 2013 – de construire 5500 logements pour les mineurs ne s'est jamais traduit dans la réalité. Sous le règne de Ramaphosa, seules trois maisons ont été construites, laissant les taudis de Wonderkop et de Nkaneng sans approvisionnement électrique et sanitaire (excepté les énormes pylônes qui, passant au-dessus, fournissent l'électricité à la fonderie de platine, quelques centaines de mètres plus loin).

Pour sa défense, il a avancé de prétendues difficultés financières suite à l'effondrement économique mondial de 2008. La Banque mondiale lui avait pourtant alloué un prêt de 100 millions de dollars pour y faire face. Ramaphosa, au lieu de cela, a décidé d'utiliser des fonds de la compagnie pour acheter des services marketing dans les Bermudes d'une valeur de 100 millions de dollars, par le biais de son contrôle, via Shnaduka, exercé sur la principale firme partenaire du Black Empowerment de Lonmin, une entreprise qui, pour reprendre les paroles de l'avocat de Lonmin, « a refusé pendant de nombreuses années d'accepter la nouvelle structure » afin de mettre un terme à l'évasion fiscale vers les Bermudes – de la même façon qu'il s'est dirigé vers des paradis fiscaux pour ses autres entreprises.

Le poison des BRICS

La plus grande part du sens commun voulant que les BRICS suivent un agenda contre l'Occident est donc douteuse. Même sur le plan de la sécurité individuelle, plusieurs politiciens sud-africains de premier plan sont préoccupés. Zuma lui-même a affirmé régulièrement que le fait qu'il a failli mourir en 2014 d'un composé toxique du ricin, avant d'être rapidement pris en charge pendant deux semaines en Russie, était lié aux BRICS.

En août dernier, il a déclaré devant les membres de l'ANC de sa circonscription rurale au KwaZulu-Natal (le lieu d'un grand nombre d'assassinats politiques), « j'ai été empoisonné et je suis presque mort parce que l'Afrique du Sud a rejoint les BRICS sous ma direction ». Zuma a renouvelé cette accusation trois mois plus tard lors d'une interview à la télévision, laissant entendre qu'il s'agissait d'un complot occidental. Quelques jours avant d'être jeté à la porte, sa famille a réurgité l'idée que « l'Occident » était responsable de sa chute.

Ramaphosa est-il un antidote face aux accomplissements au jeu des BRICS de Zuma ? Oui, selon le BRICS Post, dont le correspondant en Afrique du Sud a appelé à un remplacement de leadership immédiat. La branche sud-africaine du BRICS Business Council, dirigée par le magnat local de la presse Iqbal Survé (à la tête du The Sekunjalo Group, sis à Capte Town ; il contrôle un nombre impressionnant de journaux, de publications online, etc.), a proposé des titres d'un cynisme surprenant suite au discours de Zuma devant le Congrès de l'ANC en décembre : « Vintage Zuma lance un chant de cygne vengeur, dépourvu de toute responsabilité » et « Ramaphosa se prépare à faire face à un avenir sombre pour l'Afrique du Sud ». De tels titres participent à la cacophonie des plaintes contre Zuma émanant des milieux d'affaires et de la société civile. Accompagnées par un changement de pouvoir rapide au sein de l'ANC, elles ont conduit à l'expulsion de Zuma de la présidence.

Les BRICS sont aussi devenus un facteur politique local, car quelques heures avant qu'il ne quitte son poste, le 14 février, Zuma a déclaré à la chaîne nationale : « En vue du sommet, des BRICS, je devrais être en position de vous introduire [Ramaphosa] aux autres dirigeants en disant voici le camarade qui prend ma suite. Cela aussi pour éviter l'impression qui existe que Zuma a été expulsé par un coup de coude. » Et, selon Zuma, son successeur « a été d'accord. Il a dit que c'était une bonne proposition. Nous étions tous d'accord. » La confirmation est venue quelques jours plus tard.

Le soupire collectif de soulagement qui s'est fait entendre dans la plupart des couches de la société sud-africaine - principalement dans les rangs de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie - est tempéré, du côté de la gauche, par la connaissance approfondie des engagements de Ramaphosa pour une politique minière extrême. Il est bien possible que - bien qu'il ait jusqu'ici compté sur les puissances capitalistes occidentales et les riches Blancs d'Afrique du Sud pour l'approvisionnement de ses fonds et pour ses opportunités de franchises - Ramaphosa se tourne également vers ses nouveaux alliés des BRICS, en particulier s'il en vient à des responsabilités plus difficiles, telle que l'imposition d'une austérité budgétaire.

Il est toutefois plus probable, après un accueil à contrecœur du sommet des BRICS à Sandton, qu'il témoigne seulement de tièdes gestes symboliques envers les BRICS. C'est certainement de cette façon que Ramaphosa gouvernera très probablement l'Afrique du Sud : suivant le courant afin de ne pas ébranler le bateau capitaliste. Dans un pays où les inégalités sont les plus importantes, il s'agit de la poursuite d'un empoisonnement différent, mais d'un type proche.

Des paroles de gauche, un budget de droite

Mardi 20 février, Ramaphosa a offert ces belles paroles dans une réponse formelle aux critiques de son « Adresse sur l'état de la nation » devant la principale chambre législative du pays : « Les personnes les plus importantes ne sont pas celles qui arpentent les tapis rouges du parlement, mais celles qui passent leurs nuits sur les bancs à ses portes. »

Mercredi 21 février, malgré des affirmations contraires, la stratégie budgétaire du ministre des Finances, Malusi Gigaba, frappe de manière disproportionnée près des deux tiers de Sud-africains qui survivent en dessous de la ligne de pauvreté ; et non pas 55% comme le prétendent les statistiques officielles d'Afrique du Sud, StatsSA. Cette agence, selon l'unité de recherche sur le travail et le développement d'Afrique du Sud de l'Université du Cap, utilise une ligne de pauvreté plus basse d'au moins un quart par rapport à ce qu'elle devrait être. Et pour ceux qui se trouvent au-dessus et disposent d'économies, 43 milliards de dollars sur le total des fonds d'investissement institutionnels, s'élevant à 843 milliards, ils pourront bientôt s'abriter à l'étranger en raison d'un contrôle des changes plus flexible.

En 1991, la taxe sur la valeur ajoutée (la TVA) a remplacé, sur requête du FMI, une taxe générale sur les ventes, malgré les protestations vigoureuses du Congress of South African Trade Unions (Cosatu). Le Cosatu a finalement exigé - avec succès - que certains biens alimentaires ne soient pas taxés. La dernière hausse de la TVA date de 1993, principalement en raison des pressions des organisations de travailleurs. S'dumo Dlamini, le président du Cosatu, se souvient : « Le gouvernement d'apartheid s'est effondré parce qu'il était sous pression alors que le pays opérait une transition vers la démocratie. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, la TVA a augmenté. C'est une mauvaise chose pour les pauvres. C'est une mauvaise chose pour les travailleurs qui suent tous les jours. »

Carol Paton, du Business Day's, a en outre observé : « Du côté des dépenses, ce sont les communautés pauvres qui ont été les plus grands perdants, en raison des coupes dans des entités publiques telles que le service des passagers des trains d'Afrique du Sud et alors que les prêts pour

les infrastructures dans les provinces et les municipalités ont été dévastés. »

Le Parti communiste d'Afrique du Sud ajoute : « Il est simplement faux d'affirmer, ainsi que l'a fait le ministre des Finances, que le 20% le plus pauvre ne sera pas touché par la hausse de la TVA. Pire encore, d'autres taxes indirectes, comme la redevance sur le carburant, auront un impact accru sur le coût de la vie, en particulier pour les pauvres. »

L'une des ONG les plus respectées dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, la Pietermaritzburg Agency for Community Social Action (Pacsa), a scruté le panier mensuel d'un consommateur à faibles revenus. Il en résulte que, désormais, dès lors que moins de la moitié des 38 composantes du panier ne sont pas taxées, la TVA mensuelle seulement pour des achats d'aliments atteindra 19 dollars (la hausse de TVA de 1% représentant une augmentation de 1 dollar 30). Julie Smith, une chercheuse de la Pacsa, observe qu'« afin de confectionner un repas, les ménages de la classe laborieuse n'utilisent pas seulement des aliments non taxés. Une mère n'envoie pas son enfant à l'école avec seulement quelques tranches de pain noir ; elle l'envoie avec un sandwich, ce qui exige, en plus du pain, de la margarine, du beurre de cacahuète ou du jambon, du fromage ou du polony [saucisse à base de viande hautement transformée, une épidémie de listériose, occasionnant plusieurs dizaines de morts, liée à ces saucisses vient d'éclater en Afrique du Sud]. Or, tous ces aliments sont soumis à la TVA. »

L'allocation familiale (Child Support Grant) a été élevée de 6,6% en octobre, atteignant 35,50 dollars mensuels, soit plus que le taux d'inflation prévu à 5,5%. Pacsa affirme toutefois que pour plus de 12 millions d'enfants dépendants de cette allocation, le rythme de l'inflation est bien plus élevé : « Au cours des derniers six mois, le coût pour nourrir des enfants âgés entre 10 et 13 ans – avec un régime de base mais nutritif – a crû de 8,8% pour atteindre 51 dollars. » Les allocations pour personnes âgées dont bénéficient 3,4 millions de pensionnaires ont aussi été augmentées plus que le taux officiel d'inflation, à 148 dollars mensuels à partir du mois d'octobre, mais cette hausse reste en deçà du taux actuel d'inflation des aliments.

Pour ce qui est des gagnants, plusieurs années de protestations étudiantes (dans les universités) énergiques ont été récompensées par une augmentation du budget annuel de 1,65 milliard de dollars pour 2020, de sorte qu'au moins le début d'une éducation tertiaire gratuite figure désormais au budget.

« Un véritable assaut néolibéral »

M. Gigaba, ministre des Finances, n'a toutefois imposé aucune hausse substantielle de l'impôt sur la fortune, ce qui est révélateur des sphères où réside le véritable pouvoir social de l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Manifestement ravi, John Campbell, de Chartered Wealth Solutions [un fonds de pension et assurance vie], a remarqué : « Il n'y a pas eu de changements sur les taux marginaux de l'impôt sur le revenu, sur le taux de l'impôt sur les trusts (45%) ou encore sur l'impôt sur les entreprises (28%). Les droits de transfert lors de ventes de propriété n'ont également pas été modifiés. »

Certes, ceux qui se trouvent dans les tranches de revenus élevées vont souffrir en raison des effets de l'inflation sur l'impôt sur les revenus personnels qui impliquera une contribution de 600 millions de dollars, mais c'est moins du tiers du 1,9 milliard obtenu par la hausse socialement régressive de la TVA. D'autres augmentations d'impôt, y compris celle de 0,05 dollar par litre de pétrole, généreront 600 millions supplémentaires.

Il en découle que Gigaba a déplacé le ratio dette totale/PIB d'une trajectoire ascendante partant de

53% aujourd'hui à 55% dans sept ans plutôt que 63%, tel que prévu en octobre dernier. On s'attend à ce que cela suffise à apaiser l'agence de notation Moody pour qu'elle n'attribue pas la pire note aux obligations d'Afrique du Sud ainsi qu'elle menaçait de le faire, il y a moins d'un mois.

Zwelinzima Vavi, le dirigeant de la South African Federation of Trade Unions, a critiqué Gigaba pour avoir maintenu le principal impôt sur les sociétés à la moitié de son niveau de 1994 : « Les impôts sur les entreprises ne sont pas affectés, il s'agit là d'un véritable assaut néolibéral contre les pauvres. Cela est fait sur la fausse conviction que si les riches sont épargnés, ils investiront leur argent et les pauvres en bénéficieront au final. Soit l'idée économique, qui s'est révélée un désastre, du ruissellement (trickle down). »

L'autorisation (soit un siphonnage) qu'a accordée Gigaba aux fonds de pension et aux assurances de retirer 5% supplémentaires de leurs actifs vers des paradis fiscaux (offshore) mérite en effet un examen. En octobre dernier, le taux de la capitalisation des marchés/PIB de la Bourse de Johannesburg a atteint un sommet inégalé, soit plus de 16,2 billions de rands en valeurs actionnariales contre un PIB de 4,6 billions de rands pour 2017, soit un ratio de 450% (trois fois plus élevé que le niveau mondial). Une diversification est donc bienvenue.

Mais laisser les investisseurs chercher à l'étranger des retours sur investissement plus élevés que les 8,1% des obligations d'Etat sud-africaines - qui restent encore parmi les plus élevées du monde, à l'égal de la Russie et du Venezuela - revient pourtant à produire une autre tragédie financière. Alors qu'une partie de la compagnie d'assurances Old Mutual retourne désormais sur la Bourse de Johannesburg pour y être cotée - suite aux difficultés rencontrées à la Bourse de Londres - et cela immédiatement après l'effondrement des Bourses mondiales début février, une telle volatilité financière mondiale ne devrait-elle pas provoquer un renforcement du contrôle des changes plutôt qu'une libéralisation ?

M. Gigaba admet que des « remboursements élevés de la dette extérieure » frapperont durement au cours de l'année, mais avec près de 160 milliards de dollars (soit 48% du PIB), selon l'estimation la Reserve Bank d'Afrique du Sud, la dette extérieure totale d'Afrique du Sud est aujourd'hui bien au-delà de tout précédent historique, y compris lorsque P. W. Botha (président entre 1984 et 1989) a fait défaut (le taux de la dette atteignait alors juste 42% du PIB).

Comme Ramaphosa affirme être engagé dans une lutte contre les mouvements illicites de capitaux - son antécédent d'encouragement des paradis fiscaux auprès de Lonmin, MTN et Shanduka suggère une certaine familiarité avec l'évasion fiscale - il aurait été plus logique pour Pretoria de suivre la route indiquée par Beijing : renforcer au lieu d'émousser ce qui reste de contrôle des transferts de capitaux. Ce revirement est cohérent avec l'engagement déclaré de Ramaphosa envers les pauvres, lui aussi saboté par le budget de Gigaba.

Sur ces aspects, Ramaphosa pourra s'adapter avec aisance aux tendances néolibérales qui émergent au sein des BRICS, dès lors que le manteau de la promotion des politiques favorables à la mondialisation est transféré des Etats-Unis à la Chine. Même s'il n'adoptera jamais le faux anti-impérialisme de Zuma, on peut s'attendre à ce que Ramaphosa adopte des thèmes nationalistes étant donné ses extraordinaires antécédents dans les organisations étudiantes, syndicales et à l'ANC. Il devra toutefois être oublié comme un bourgeois insensible et non patriote. Et c'est dans le genre de Gigaba - à moins qu'il ne soit remercié comme les ministres de l'énergie, des mines, du développement social, du gouvernement local et des services publics, lesquels ont tous été des alliés de Gupta - qu'un nouveau surnom pourrait bien coller à son gouvernement pour la prochaine période : le régime Ramazupta.

Patrick Bond

P.-S.

* Article publié le 27 février sur le site Znet, traduction A l'Encontre :

<https://alencontre.org/afrique/afrique-du-sud/afrique-du-sud-cyril-ramaphosa-relance-le-neoliberalisme-i.html>

* Patrick Bond a corédigé *South Africa - The Present as History* (Jacana Media, 2014) et publié *Elite Transition : From apartheid to neo-liberalism in South Africa* (Pluto Press, 2014). Plusieurs de ses articles ont été traduits sur le site A l'Encontre.

Notes

[1] Connue aussi sous le nom de « Nouvelle route de la soie », soit le développement des liaisons ferroviaires en Eurasie depuis la Chine, pendant de la « ceinture de perles » qui vise à assurer les liaisons maritimes en direction du Moyen-Orient et de l'Afrique. (Réd. A l'Encontre)